

## MPS – Cycle de formation politique - Cours No 2

### Les classes sociales : dépassées ou à dépasser ? Quelques éléments de réflexion sur l'actualité du concept de classe sociale dans les pays impérialistes.

George Waardenburg, décembre 2003

#### 1. Où en est le débat aujourd'hui sur les classes sociales ?

En ce début de troisième millénaire persiste toujours avec virulence l'idée que les classes sociales appartiendraient au passé et qu'aujourd'hui la société serait essentiellement constituée d'une immense "classe moyenne". En fait, on n'aurait plus, d'après le sens commun et les discours médiatico-sociologiques qui le forgent, qu'une société sans classes constituée d'une seule classe moyenne...<sup>1</sup>

Cette immense classe comprendrait l'essentiel des individus dans une société, à l'exclusion des plus pauvres parmi les pauvres (des "exclu-e-s", voir plus bas), et de quelques très riches personnages quasi mythiques, héros des sagas entrepreneuriales modernes (Bill Gates, Silvio Berlusconi, ...).

Dans ce magma indéfini d'individus infiniment divers et postulés "libres" par la théorie économique néo-classique (dont les présupposés sont *de facto* repris par l'essentiel des sciences sociales, faute de travail auto-critique sur ceux-ci), le développement du marché combiné à la marche en avant inexorable de la technologie serait le moteur de la société, et présiderait à l'avènement de la "civilisation".

La dimension apologétique de ce discours quant aux politiques néo-conservatrices mises en œuvre ces deux-trois dernières décennies est dénoncé de manière de plus en plus forte depuis quelques années, en premier lieu par le mouvement *alter-mondialiste* dans ses diverses composantes.

Mais il s'agit ici d'aller au-delà de la dénonciation pour commencer à réfléchir à une conception alternative de la société. L'enjeu n'est pas mince. Car de

l'analyse qu'on fait découlent les perspectives de changement possibles, et donc les éléments pour fonder l'action – politique – en raison.

L'ambition ici est donc de proposer quelques éléments de la société capitaliste qui rendent compte à la fois de sa *totalité*, du fait qu'aucune de ses composantes, de ses "parties", n'est compréhensible sans être reliée aux autres parties, à l'ensemble social et à sa structure. Mais aussi de la *dynamique* de cette société, donc de la *totalité en mouvement*, pour comprendre ce qui change, de ce qui ne change pas, ou comme le dit le prince Salinas<sup>2</sup>: "il faut que tout change pour que rien ne change".

Contre tout découpage de la société en mille-feuilles chère à la sociologie fonctionnaliste américaine (upper-upper class, middle-upper class, ..., upper-middle class, etc), où la théorie du découpage se fait de manière complètement extérieure, sans articulation aux rapports sociaux réels constitutifs des individus sociaux (par exemple en découplant le revenu par paliers de deux mille francs, ou selon les diplômes scolaires obtenus), une analyse de classe capable de répondre aux deux exigences posées ci-dessus doit être *relationnelle*. Il s'agit en effet d'expliquer chaque classe par rapport aux autres, car la structuration de l'ensemble des rapports sociaux, et en premier lieu les rapports de classe, rend compte de la totalité sociale.

Les rapports sociaux des êtres humains les uns aux autres dépassant pour grande partie la conscience que ceux-ci en ont<sup>3</sup>, et les rapports de classe étant parmi les plus profondément structurants des rapports sociaux, nous

<sup>1</sup> Pour des références de quelques sociologues de premier plan théorisant la "fin des classes sociales", voir p.ex. Louis Chauvel, "Classes et générations. L'insuffisance des hypothèses de la théorie de la fin des classes sociales", in *Actuel Marx* n°26, 1999, p.38.

<sup>2</sup> joué par Burt Lancaster dans *Le guépard* de Luchino Visconti, 1963.

<sup>3</sup> Voir p.ex. P. Berger et T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris: Méridiens Klincksieck, 1986. *L'idéologie allemande* de K. Marx approfondit sensiblement la question.

partons du principe qu'ils ne sont pas relatifs à la subjectivité individuelle et à l'adhésion consciente, mais au contraire classes. L'effondrement historique des institutions de classe revendiquées comme telles par le "prolétariat", y compris son vocabulaire, n'implique donc pas a priori la disparition de ce dernier.

## **2. Des perceptions a-classistes de l'exclusion et des inégalités sociales**

Ce n'est pas parce que l'analyse en termes de classes sociales n'existe quasiment plus dans la réalité sociale que la "misère sociale" au sens large (le dénuement de mendiants dans des rues marchandes regorgeant de marchandises en étant une expression significative pour beaucoup) ne choque pas un grand nombre de personnes dans nos sociétés, au point que nombre d'entre elles tentent par un biais ou un autre de venir en aide à ces "démunis", ou même, pour quelques-unes, de chercher à combattre la pauvreté et ses causes. C'est là tout le débat autour de "l'exclusion". Dans des milieux plus politisés, une inquiétude grandissante se fait jour face à l'augmentation des *inégalités sociales*, qui parcourent l'ensemble de la société, et qui précarisent la vie de millions d'individus. Prenons ces deux lectures de "l'injustice sociale" l'une après l'autre.

Concernant l'exclusion: pas besoin d'être un marxiste pour souligner les problèmes que soulève ce concept, et la perception sociale qui la sous-tend.<sup>4</sup> En effet, ce terme reste toujours lié à son utilisation originelle, qui relie « l'exclusion » d'un individu à ses propres handicaps, handicaps qui l'empêchent de participer au bien-être social. Il y a là une lourde tendance à attacher les problèmes rencontrés par l'individu à des traits propres, personnels – et non à des rapports sociaux, qui sont constitutifs des individus (les individus n'existant que parce qu'ils sont socialement constitués).

---

<sup>4</sup> Voir p.ex. L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard, 1999, pp.435-437.

au cœur de la structuration historique du capitalisme, comme de celle de toute société de Par ailleurs, il est aussi difficile de concevoir que "l'exclusion" profite à quelqu'un (contrairement à l'exploitation, voir plus loin). Il s'agirait donc d'un « malheur », d'une fatalité dont personne n'est responsable, qui enferme l'individu dans une culpabilisation individuelle. Répondre à cette souffrance serait alors comme prendre en charge un malade ou un infirme, frappé par le destin.

En fait, celles et ceux qui voient la question sociale essentiellement sous l'angle de l'exclusion, entérinent par là l'idée que le grand clivage de la société (et donc son cadre d'analyse pertinent) est entre les « in » et les « out ». Le corollaire immédiat de cette analyse est que les « in » sont favorisés, si ce n'est privilégiés. Ceux qui ont du travail le seraient par rapport à ceux qui n'en ont pas, ceux qui sont Suisses le seraient par opposition aux immigrés, ceux qui ne sont pas des *working poor* (i.e. des salarié-e-s qui ont besoin de l'assistance publique pour survivre) par rapport à ceux qui ont des salaires (un peu) plus décents.<sup>5</sup>

On perd ainsi de vue la continuité de condition qu'il y a entre les un-e-s et les autres. En premier lieu via la concurrence à laquelle tou-te-s doivent se livrer sur le marché du travail pour espérer s'en sortir matériellement – et ne pas tomber dans « l'exclusion ». En effet la situation sociale a priori désespérée des "exclus" a un effet disciplinant remarquable sur l'ensemble des travailleurs. Si elle est si horrifiante pour beaucoup, c'est par le fait qu'elle entrave lourdement, voire empêche une vie sociale valorisante et un minimum d'auto-réalisation – que ce soit par l'absence de moyens matériels minimaux (pauvreté), la non-participation durable à la vie active (chômage de longue durée) et/ou "l'illégalisation" de sa vie quotidienne, soumise souvent dans ces cas (sans-papiers) à des rythmes et des exigences de travail démentiels.

---

<sup>5</sup> Ce type d'oppositions se retrouve aussi souvent dans "l'analyse" des rapports entre pays impérialistes et pays dominés.

*In fine* la problématique de la-dite exclusion repose le problème auquel les théologiens de la libération en Amérique Latine ont dû faire face : faut-il aider les pauvres ou en finir avec la pauvreté ? Dans le premier cas on fait de la charité, on participe à la stigmatisation de ceux-ci, et – surtout – on ne remet pas en cause ceux qui tirent profit de l'exploitation par la mise en concurrence généralisée des travailleurs, ce qui engendre la pauvreté. Dans le second cas, il faut se poser la question comment cette pauvreté est produite pour pouvoir enrayer la machine infernale – et s'attaquer consciemment à ceux qui en profitent. Il va sans dire que les théologiens de la libération ont choisi la deuxième voie lorsqu'ils affirmèrent leur option préférentielle pour les pauvres.

Le rejet des inégalités sociales comme point de départ de l'engagement social et/ou politique permet, lui, de ne pas s'enfermer dans la culpabilisation et dans l'homogénéisation enjolivée de la vie des « in » (par opposition aux out).

En effet, les inégalités sont omniprésentes dans notre société, elles sont pour la plupart cumulatives (niveau de formation scolaire, revenu, stabilité d'emploi, ...), elles sont fortement liées à l'origine sociale des individus (aujourd'hui nettement plus qu'il y a 30 ou 40 ans), et elles sont croissantes. Ces inégalités se retrouvent en termes d'espérance de vie et santé<sup>6</sup> ; de scolarisation, d'accès aux études post-obligatoires<sup>7</sup> et d'accès à la culture; de

---

<sup>6</sup> Quelques références chiffrées: Sur les inégalités face à l'invalidité et la durée moyenne de vie voir E. Gubéran et M. Usel, *Mortalité prématurée et invalidité selon la profession et la classe sociale à Genève*, Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), Genève, mars 2000.

<sup>7</sup> voir les statistiques de l'OFS (Office Fédéral de la Statistique sous [http://www.statistik.admin.ch/stat\\_ch/ber15/ftfr15.htm](http://www.statistik.admin.ch/stat_ch/ber15/ftfr15.htm)). La reproduction continue des inégalités scolaires est attestée par les études les plus récentes dans le domaine, p.ex. pour ce qui concerne l'accès à l'Université, voir la recherche de H. Atzamba et C. Petroff-Bartholdi "Etudiants 2001. Condensé des résultats", Université de Genève: Département de sociologie, juin 2003, p.8.

rémunération et de pouvoir d'achat<sup>8</sup> (qui se décline de multiples façons : taille, lieu, forme de propriété de l'habitation ; vacances ; moyens de transport ; matériel audio-visuel, informatique, télécommunication ; habillement, loisirs, ...).

Fondamentalement, ces multiples inégalités, profondes dans nos sociétés, et qui vont en s'approfondissant, sont d'abord des inégalités de maîtrise de sa propre vie et des conditions socio-matérielles qui la déterminent. Pour reprendre Bourdieu<sup>9</sup>, le "champ des possibles" de chacun-e est objectivement limité socialement en fonction de ces inégalités sociales. Et il est intériorisé subjectivement dans la perception consciente de ce qui est "possible", "probable" ou impossible, sans parler de l'inconcevable (qui n'est pas conscient). Sont ainsi socialement déterminés les possibilités de maîtriser son quotidien, son avenir – proche ou lointain, ses rapports aux autres et les termes dans lesquels ces rapports se font. Cela se double de la possibilité ou non d'influencer ces éléments chez autrui – grossièrement dit, c'est l'inégalité dans la distribution de « pouvoir », sur soi-même ou sur les autres qui se révèle très forte, et qui est la plus significative socialement – car c'est lui qui définit dans quel « monde » on vit. Nous allons

---

<sup>8</sup> Voir p.ex. OFS, "communiqué de presse. Enquête suisse sur le niveau et la structure des salaires en 2000", p.8 où l'on expose les inégalités de salaire moyen par niveau de formation, qui vont de 4'167 francs bruts par mois pour des "activités simples et répétitives" à 10'070 francs bruts par mois pour les "travaux exigeants et tâches les plus difficiles". Le mépris exprimé ouvertement pour les salarié-e-s astreint-e-s aux conditions de travail les plus pénibles dans ce descriptif de catégories d'emploi (qui se révèle du même coup explicatif) est révélateur d'une *domination symbolique* (Bourdieu) particulièrement virulente qui redouble les inégalités matérielles. Pour approfondir la question des inégalités salariales, voir J-F Marquis, "Salaires. Coup de force patronal" in A l'Encontre n°3, déc 2003, disponible sous <http://www.alencontre.org/page2/03/11-3.html>. Sur le creusement des inégalités de revenu réellement disponible dans les années 1990, voir p.ex. *Le Temps* du 10.09.02.

<sup>9</sup> P. Bourdieu, "Le sens pratique", Paris : Minuit, 1980.

là bien au-delà des stricts rapports de classe, puisqu'ils se déclinent aussi selon le genre, l' « origine ethnique », l'âge, mais en société capitaliste, ces autres aspects des rapports de pouvoir ou de domination sont indissolublement liés au rapport de classe, à l'exploitation.

Car ce qui saute aux yeux lorsqu'on analyse les rapports de *pouvoir social* dans la société, c'est avant tout celle entre *propriétaires des moyens de production* et entre *salarié-e-s*<sup>10</sup>, ou mieux, *prolétaires* (qui n'ont que leurs bras à vendre – par opposition aux salariés qui ne sont pas dans ce cas – i.e. dont le revenu via le placement de capitaux détermine leur situation sociale). C'est là la *division sociale du travail* fondamentale en société capitaliste.

### **3. Bourgeoisie et prolétariat : 2 classes fondamentales perceptibles dans la société contemporaine**

En effet, autant les « exclu-e-s » sont plus proches des salarié-e-s qu'on ne le pense (de même pour les « précaires »), autant il y a très souvent un point aveugle dans l'analyse des "très riches", de la bourgeoisie.

Comme le développent Michel et Monique Pinçon(-Charlot)<sup>11</sup>, les bourgeois vivant au quotidien dans un milieu social à l'écart des lieux plus communs de socialisation (école, quartiers, lieux de détente, lieux de "travail", etc), le riche est perçu comme le voisin qui a une deuxième voiture, ou qui a acheté son appartement, ou qui a une maison au bord de la mer. Cela est

---

<sup>10</sup> 88,1% des personnes actives occupées en Suisse en 2002 sont des salarié-e-s, y inclus les "indépendants" qui travaillent tout seul dans leur entreprise, mais non les chômeurs, qui sont des salarié-e-s sans emploi. Les (autres) indépendants constituent 9,5% des actifs. Le reste étant des "collaborateurs familiaux", essentiellement des épouses qui travaillent pour leur mari. Cf. OFS, *Encyclopédie statistique de la Suisse*, 2003, <http://www.jahrbuch-stat.ch/bfsfiles/F-JE3.2.1.6.xls>

<sup>11</sup> Un excellent ouvrage de synthèse de leurs recherches en "grande bourgeoisie" (française): Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, "Sociologie de la bourgeoisie", Paris: La Découverte (coll Repères), 2000.

aussi fortement par des politiques d'état et des débats politiques qui occultent complètement de simples faits renversants sur les inégalités de fortune en société capitalistes. Le bourgeois et la bourgeoisie en deviennent tout simplement *inconcevables* pour la plupart des gens (au-delà du fait que la signification concrète de la possession d'une fortune de plusieurs centaines de millions ou de quelques milliards de francs est très difficilement concevable pour ceux qui les possèdent pas). Alors qu'ils existent, et que si on ne les intègre pas dans notre analyse de la société, toute la dynamique de celle-ci nous échappera.

En Suisse, la bourgeoisie est encore plus discrète que dans les autres pays impérialistes. De plus, elle est fortement enracinée cantonalement, essentiellement en Suisse alémanique. Depuis quelques années la revue *Bilan* publie un relevé annuel des "300 plus riches de Suisse". Malgré le fait que les chiffres sont sous-estimés (en premier lieu à cause du secret bancaire et de la non-déclaration massive de fortunes considérables) et que la liste inclut un grand nombre d'étrangers récemment installés en Suisse pour des raisons fiscales (qui ne font en aucune mesure partie de la bourgeoisie suisse), on a là quelques éléments significatifs sur le pouvoir social sans commune mesure que ces personnes concentrent en leurs mains. Les 300 ont une fortune *déclarée* de plus de 100 millions de CHF, et près de 80 ont plus d'un milliard. Pour reprendre O. Toublan, rédacteur en chef de *Bilan*: "Ces multimillionnaires qui estiment ne pas être des personnes publiques le sont bel et bien, puisqu'ils contrôlent directement ou indirectement des centaines de sociétés, des dizaines de milliers d'emplois, une partie du destin d'autant de familles."<sup>12</sup> Quelques exemples. "La famille Zegna [fortune estimée à 800-900 millions CHF], premier employeur du Tessin, qui investit en Suisse pour produire des vêtements de luxe dans les contraintes du *just in time*"<sup>13</sup>. Ce choix de politique industrielle (massivement généralisé ces

---

<sup>12</sup> *In Bilan*, décembre 2003, p.3.

<sup>13</sup> *Idem*, p.62.

dernières années), qui peut être très rentable, participe structurellement à la précarisation des emplois et à l'ajustement complet de la vie des salarié-e-s aux rythmes quotidiens de la production. Ou encore "Ingvar Kamprad [principal propriétaire d'Ikea, fortune estimée 14-15 milliards CHF], réputé radin, compte discrètement parmi les prêteurs d'argent qui font le plus de bénéfiques dans le monde. En effet, son empire comprend le groupe financier et immobiliser Ikano, l'un des distributeurs de cartes de crédit les plus importants de la planète. En Grande-Bretagne, par exemple, un client Ikano qui dépasse son compte doit payer 26% [!] d'intérêts."<sup>14</sup> Voilà qui permet d'extorquer des rentes cumulées fabuleuses sur le dos de salarié-e-s qui espèrent s'acquérir un minimum de dignité sociale pour eux ou leurs enfants à travers l'achat de marchandises données (cadeaux de Noël, habits, vacances, ...). Enfin, derrière la victoire d'*Alinghi* en mars dernier dans l'*America Cup*, il y a la fortune personnelle d'Ernesto Bertarelli. "Les intérêts de la riche famille ne s'arrêtent pas à la biotechnologie et à la voile, puisque l'empire Bertarelli compte, par exemple, (...) des engagements dans l'agriculture en Argentine ou des parts d'une société active dans les diamants en Guinée."<sup>15</sup> Les Argentins et Guinéens doivent être pleinement satisfaits que l'expropriation de leurs terres et de leurs ressources, voire le financement de milices privées sanguinaires (nécessaires pour assurer la juteuse exploitation de diamants, entre autres, et au cœur des soi-disantes "guerres ethniques" en Afrique), a permis la victoire du voilier lausanno-genevois...

Ces données sont à comparer avec les statistiques de l'Administration fédérale des contributions sur la répartition de la fortune en Suisse: 92,38% des contribuables suisses déclarent une fortune nette inférieure à 500'000 CHF, et ainsi ne possèdent "ensemble" que 33,85% de la fortune déclarée en Suisse; 70% déclarent une fortune nette inférieure à 100'000 CHF, et ne "possèdent ensemble" ainsi que 6,77%

<sup>14</sup> Idem, pp.74-75.

<sup>15</sup> Idem, p.74.

de la fortune déclarée! 31% des contribuables en Suisse n'ont aucune fortune personnelle.<sup>16</sup> Cela reflète l'impossibilité complète pour la très grande majorité des prolétaires en Suisse d'accumuler un minimum de capital pour espérer sortir de la condition salariale, au vu du niveau de leurs salaires: en 2002, les 85,3% des salarié-e-s gagnaient moins de 7'000 CHF nets par mois.<sup>17</sup>

Ces inégalités, entre possédants des *moyens de production* (dont la possession, directe ou indirecte – par des titres de la dette p.ex. – est source de revenus) et "possédants" de la force de travail, mise en oeuvre pour les premiers, éclaire les inégalités développées au point 2 et les relativise pour partie. Ces inégalités s'avèrent en fait être avant tout *des inégalités entre prolétaires*, en fonction de leur insertion dans le système de production. Ces inégalités font que les un-e-s ou les autres peuvent vivre dans des « mondes » différents, mais des mondes dont on ne peut saisir la signification réelle, et leur ressemblance forte, que si on inclut dans l'analyse *toute* la population, y compris le pour-cent qui vit du travail de *tous les autres*...

En effet, tous les salariés doivent, pour *vivre dignement* (et non pas être soumis à l'assistance sociale, ou au conjoint salarié) – selon les normes sociales en vigueur (publicité – dont effets objectifs sont compliqués, ainsi éducation des enfants ; autres contraintes fortes – type et lieu d'habitation d'où type de transport, ..), se mettre à disposition d'autrui, i.e. un employeur, pour avoir un revenu un tant soit peu décent.

Il y a là déjà une forme de dépendance profonde. Celle-ci se double, aujourd'hui

<sup>16</sup> Administration fédérale des contributions, "Statistique de la fortune des personnes physiques pour l'ensemble de la Suisse", Berne, 1999, p.8 Ces statistiques sont établies tous les ... six ans et les chiffres utilisés en 1999 sont ceux de janvier 1997, sauf pour l'Argovie, Lucerne et Zürich, dont les chiffres datent de 1995.

<sup>17</sup> OFS, "Communiqué de presse. Enquête suisse sur le niveau et la structure des salaires 2002. Vers des salaires de plus en plus flexibles", nov. 2003, p.8)

de manière toujours plus écrasante – à la fois dans sa généralisation et sa systématisation, par une *précarité d'existence durable* de soi-même et de sa famille : face au chômage, la possibilité de maintenir son niveau de vie, etc.

Un dernier point concernant les divisions internes au salariat ou aux travailleurs/euses (si on inclut les petits patrons) que nous ne développerons pas plus avant ici. Elles sont très réelles, s'ancrant à la fois dans la division "technique" du travail (qui est toujours aussi une division *sociale* du travail), entre "ouvriers", "employés", "cadres", suivant qu'on travaille derrière un bureau, en usine, qu'on a des subalternes ou non, etc. Elles sont aussi moulées par les discours et les pratiques sociaux des différentes catégories de salarié-e-s et selon les analyses de leurs différences: la définition stalinienne du prolétaire comme ouvrier (homme) d'usine, l'auto-perception des cadres comme étant une catégorie "au-dessus de la mêlée", en-soi<sup>18</sup>. Mais autant le prolétariat connaît une phénoménale diversité, autant celle-ci ne peut expliquer la perte de "conscience de classe" qu'a connue la partie du prolétariat qui s'identifiait comme telle (essentiellement les ouvriers d'industrie), qui est d'abord le fruit politique des échecs historiques cumulés par le mouvement ouvrier au vingtième siècle dans le cadre d'une production capitaliste et marchande qui se généralise toujours plus.

Enfin concernant le concept de « petite bourgeoisie », il renvoie à une catégorie de population qui possède ses outils de travail, qui possède donc ses moyens de production, mais dont l'accumulation de capital est modeste et mû pour partie par la force de travail propre du petit bourgeois. Depuis l'avènement du capitalisme, les petits bourgeois sont une classe en voie de liquidation (sociale et non physique), aujourd'hui presque complète. Comme mentionné ci-dessus, le salariat représente aujourd'hui l'écrasante majorité des travailleurs/euses en Suisse. Les petits bourgeois, ou

"indépendants", qui restent sont pour bonne partie très dépendants de leurs donneurs d'ordres, fournisseurs, etc, c'est-à-dire des grandes entreprises qui les soumettent à leurs exigences (de rentabilisation du capital)<sup>19</sup>. Malgré cette liquidation de classe, le terme "petit bourgeois" reste courant aujourd'hui pour rendre compte de types de consommation, notamment de biens de consommation durables, en général dans une confusion analytique complète.

#### **4. Les classes sociales : fruits de l'exploitation**

C'est l'exploitation du salariat qui fonde l'antagonisme de classe en société capitaliste. Cette exploitation permet la reproduction de cet antagonisme à travers la perpétuation dynamique de la domination de la classe bourgeoise. Tout comme l'exploitation dans les autres sociétés de classe (la société esclavagiste de l'Antiquité, le féodalisme, sociétés de classe extra-européennes telles les empires chinois ou musulmans, etc)<sup>20</sup> reproduisait les rapports de classe, la domination de classe jusqu'à des révolutions ou des invasions et la domination d'une autre classe.

Ce qui fonde l'exploitation dans tout rapport de classe c'est que la force de travail des uns est mis en oeuvre gratuitement au profit des autres. Ça saute aux yeux dans le cas de l'esclavage, mais aussi dans le féodalisme (ici européen) : le serf y travaille p.ex. sur ses terres 3 jours par semaine, et sur les terres du seigneur 3 autres jours, qui pendant ce temps fait autre chose : la guerre, lire, organiser son domaine, la fête, ..., grâce aux ressources extorquées à ses sujets. Le septième jour était dédié à Dieu (rappelons que le "seigneur" peut très bien être un dignitaire religieux, p.ex. un

<sup>19</sup> Voir le texte du premier cours de notre Forum "Marxisme aujourd'hui" sous <http://www.alencontre.org/PDF/Forum.pdf>

<sup>20</sup> Pour une analyse féconde de l'évolution des modes de production et leurs rapports de classe dans leur diversité historique, voir p.ex. Perry Anderson, "Les passages de l'antiquité au féodalisme", Paris:Maspero, 1977 et "L'Etat absolutiste, ses origines et ses voies", Paris: Maspero, 1978.

<sup>18</sup> Voir p.ex. L. Boltanski, "Les Cadres. La formation d'un groupe social", Paris: Minuit, 1982.

évêque). Dans ce type de rapports d'exploitation, l'exploitation est ouverte, revendiquée même par la classe dominante – qui s'affirme comme intrinsèquement supérieur au commun des mortels (les roturiers), ce qui est la plupart du temps accepté par les exploité-e-s.

De même dans le capitalisme, pour que les uns accumulent des richesses sans commune mesure avec les possessions des classes possédantes qui les ont précédées, sans devoir « travailler » (y compris dans le sens de gérer dans les détails leurs placements et investissements) veut bien dire que des quantités impressionnantes de travail sont fournies dans leur intérêt, pour eux, sans que ce travail ne soit pleinement (et de loin!) rétribué.

Toutefois, ce qu'il y a de radicalement nouveau dans le rapports d'exploitation capitaliste, c'est qu'il ne s'exerce normalement pas de manière « extra-économique » ou politique (travail forcé revendiqué socialement), mais dans le cadre de rapports marchands entre contractants formellement égaux et à travers un marché du travail. L'exploitation est ainsi masquée derrière une apparence d'égalité dans la transaction marchande (« tu cherches du boulot à 20 francs de l'heure ? », « Tiens, te voilà magasinier, ou manutentionnaire, ou responsable caisses enregistreuses, ... »), alors qu'avant toute autre considération le montant même du salaire proposé est strictement fonction des nécessités d'accumulation du capital investi. Ce qui explique le chômage, qui exprime l'impossibilité pour les capitalistes d'accumuler aux rythmes voulus en embauchant tout le monde.

En termes scientifiques, en l'occurrence ceux de Marx, on peut dire qu'avec l'exploitation, la plus-value produite est appropriée par « l'entrepreneur » (i.e. le/s propriétaire/s des moyens de production) – parce qu'il ne travaille pas pour un salaire (s'il "travaille"), mais pour accroître son capital. La plus-value étant ce qui est produit par les prolétaires au-delà de ce qui leur est nécessaire pour reproduire leur « force

de travail »<sup>21</sup> dans des conditions sociales données. Dans les relations économiques concrètes en système capitaliste, la plus-value prend essentiellement la forme du *profit*.

Pour clarifier, revenons à l'exemple précédent d'un emploi à 20 CHF/heure. Ce salaire est conçu pour/par une partie de la population comme « juste » ou « suffisant », parce qu'il permet (à 3200.-/mois) – si on habite seul – de louer un appartement pour soi, d'avoir un moyen de locomotion, d'avoir une télévision, un ordinateur, de partir quelques semaines en vacances, etc. Gagner sensiblement moins que ça n'est pas considéré socialement comme suffisant (c'est pourtant le cas pour une grande partie des femmes salariées! Sans parler des sans-papiers ou des Suisses vivant à l'assistance). Ce niveau de rétribution nécessaire à la reproduction de la force de travail est perçu de manière différenciée dans les différentes couches du salariat. Les inégalités salariales correspondent *de facto* à une certaine répartition des revenus salariaux en fonction de critères socialement significatifs (être un homme ou une femme, avoir tel ou tel diplôme, l'ancienneté, travail de nuit ou le week-end, ...). Mais l'essentiel de cette répartition n'est pas débattue et décidée démocratiquement (sauf pour des acquis syndicaux) et est imposée par une structuration du marché du travail où les un-e-s et les autres sont en concurrence continue pour pouvoir vendre leur force de travail aux capitalistes et permettre ainsi l'accumulation du Capital. Une concurrence modulée pour partie consciemment par le patronat pour rabaisser la valeur de la force de travail, et donc sa rétribution. Un exemple flagrant en Suisse en est la politique migratoire, où la création délibérée d'une multitude de catégories de travailleurs/euses différentes redouble la dynamique de concurrence entre eux, au point que des catégories de travailleurs apparaissent à d'autres comme étant la

---

<sup>21</sup> Plus précisément, les prolétaires étant rétribués en monnaie, dans des conditions "normales", ils reçoivent l'équivalent monétaire de ce qui leur est socialement considéré comme "nécessaire pour vivre".

source principale des problèmes sociaux que ces derniers doivent affronter et en premier lieu le chômage.

La reproduction d'ensemble du Capital comme rapport social est extrêmement complexe<sup>22</sup>, mais matériellement cela signifie que la classe exploitée doit travailler non seulement pour (espérer) maintenir son niveau de vie, mais encore au minimum pour maintenir, ou renforcer, la situation sociale de ses exploités (puisque c'est pour cela qu'il est mis au travail). La classe exploitée a de tout temps été portée à intensifier le rapport d'exploitation (en accroissant la plus-value perçue), mais dans le capitalisme ce trait est *systématisé* et prend un caractère structurel fondamental à travers la *concurrence* entre capitaux : si à travers mon capital je n'exploite pas assez les salarié-e-s au travail, je risque de perdre des parts de marché (d'autres pourront se permettre des prix unitaires plus bas en exploitant plus leurs salarié-e-s), de ne pas pouvoir peser sur les entreprises en aval (fournisseurs) et en amont (distributeurs p.ex.) de la chaîne de production, de me faire dicter mes conditions de production/me faire racheter mon entreprise (processus renforcé s'il y a cotation en bourse de l'entreprise, avec risque d'OPA "inamicale"). Cette dynamique de la concurrence, combinée avec la chute tendancielle du taux de profit<sup>23</sup>, renforce le rapport antagoniste entre travail et capital, l'exploitation.

Enfin, vu la dynamique propre que prend le Capital dans une société développée à son image, i.e. où la production – et donc la reproduction – sociale se fait selon ses priorités d'accumulation (directement ou indirectement), l'exploité reproduit et renforce son exploitation par la plus-value qu'il produit pour le capital – celle-ci servant à relancer l'accumulation du capital, qui

« grossit » au fur et à mesure qu'il accumule la plus-value produite année après année par les prolétaires (en plus d'autres formes d'exploitation de petits producteurs de moins en moins indépendants), et qui pèse d'autant plus fortement après pour accroître l'exploitation des salarié-e-s.

Avant de conclure, rappelons succinctement les conséquences concrètes qui découlent de l'exploitation capitaliste :

1. Le prolétaire n'arrive à subsister (au moins socialement) que si le travail qu'il peut fournir est « rentable » pour le capital, i.e. qu'il participe à l'accumulation (et à la réalisation) du capital. Ainsi, le prolétariat est la « *classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'en trouvant du travail et qui n'en trouvent que si le travail accroît le capital* »<sup>24</sup>.
2. Le prolétaire ne reçoit jamais l'équivalent de ce qu'il produit sous forme de salaire (ce qui est d'ailleurs à strictement parler impossible, puisque son travail ne produit de la valeur, que combiné avec d'autres travaux – que dans le cadre d'un travail fourni collectivement. Mais la « rétribution » peut aussi se faire collectivement, en bonne partie en tout cas : services publics, assurances sociales).<sup>25</sup>
3. La plus-value produite par les prolétaires étant prélevée par les capitalistes (c'est d'ailleurs eux qui décident de son montant et de son évolution), ce sont ces derniers qui sont les seuls à décider en dernière analyse de son affectation (choix des grands investissements), ainsi que de sa *gestion* (i.e. des conditions d'investissement). Même si dans les deux derniers cas de figures, il y a souvent délégation à des salariés pour leur exécution concrète. Les conséquences en sont désastreuses

---

<sup>22</sup> Voir p.ex. A. Bihl " La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme" (2 vols), Lausanne: Page2, 2001.

<sup>23</sup> Voir sur l'actualité de cette dynamique: P. Basso, "Modern Times, Ancient Hours. Working lives in the Twenty-first century", Londres: Verso, 2003, dernier chapitre.

---

<sup>24</sup> Karl Marx et Friedrich Engels, « Le manifeste du parti communiste », Editions sociales .

<sup>25</sup> Voir p. ex. C.-A. Udry, "Vers une économie socialisée. Quelques thèses", Lausanne, 1994. Disponible sous

<http://www.alencontre.org/page/page/forum/forum03.html>

4. pour la grande majorité des habitants de la planète: développement forcené du transport privé à voitures individuelles aux dépens de politiques internationales de développement de transports publics accessibles à tous; guerres de conquête et d'occupation pour s'approprier les ressources pétrolières plutôt que de concevoir une politique énergétique écologiquement, donc humainement, supportable; développement massif des OGM plutôt de poursuivre une politique de développement agricole garantissant une alimentation saine à

tout en chacun; division; exode rural avec dépeuplement des campagnes et surpopulation en ville, etc.

L'exploitation du prolétaire se caractérise donc d'une double *expropriation* : expropriation du fruit de son travail, qui fonde l'expropriation de sa vie, au travail et en-dehors du travail, où les grandes décisions de société, comme beaucoup de décisions de moindre envergure, sont déterminés sans aucune co-élaboration de sa part, sans égard pour ses intérêts premiers pour lui être imposées sans ménagement.

## 5. Conclusion

Le fondement de la société capitaliste sur un rapport de classes – par définition antagoniste – rend sa perpétuation stabilisée sur la durée impossible. Combiné avec les autres antagonismes sociaux au fondement de la société capitaliste (et notamment la concurrence, entre capitalistes d'une part et salariés d'autre part), elle impose une force dynamique exceptionnelle aux changements sociaux – et des rejets populaires plus ou moins ponctuels (dans le temps et selon les « thématiques »). C'est à partir de là qu'une rupture de fond peut se réaliser, qui renverse la classe perpétrice du Capital par la prise du pouvoir par les salarié-e-s organisé-e-s (« en soi » par l'organisation du travail capitaliste, « pour soi » par les luttes sociales et leurs formes d'organisation propres) – ce qui repose le problème des inégalités entre salarié-e-s, mais sous une autre lumière...